

Préparatifs de la COP 27 en Egypte : les ministres de l'Environnement et de l'Agriculture échangent

La ministre égyptienne de l'Environnement Yasmine Fouad et le ministre de l'Agriculture et de l'Aménagement des terres El-Sayed El-Kosayer se sont rencontrés dimanche pour discuter des préparatifs de la Conférence des Parties sur le changement climatique (COP 27), que l'Égypte accueillera à Charm el-Cheikh cette année.



Au cours de la réunion, Fouad a souligné l'étroite coopération entre les ministères de l'Environnement et de l'Agriculture sur de nombreuses questions différentes, dont la plus importante est la question des nuages noirs, qui a obtenu des réalisations tangibles sur le terrain. La coopération entre les deux ministères a également été couronnée de succès au niveau de la sensibilisation des agriculteurs, car la paille de riz est désormais recyclée au lieu d'être brûlée, et elle a créé de nombreuses opportunités d'investissement pour les jeunes et ouvert un large champ de travail dans ce domaine.

En outre, Fouad a expliqué que la réunion visait à établir un cadre général d'action et de préparation pour la COP 27 avec la formation d'un groupe de travail des ministères de l'Environnement, de l'Agriculture et des Affaires étrangères.

Elle a ajouté que la réunion a couvert un certain nombre de points, à savoir discuter de la piste de négociation concernant l'agriculture, identifier les initiatives mondiales liées à l'agriculture proposées pour être lancées avant la conférence, en plus d'identifier les organisations

partenaires internationales, et préparer un ensemble d'adaptations nationales projets qui ont été lancés.

Fouad a également mentionné que le ministère de l'Agriculture déterminera ses priorités à partir de la réalité de la stratégie d'agriculture durable de 2020 à 2040 pour identifier les projets les plus urgents, et ces priorités seront discutées dans un atelier qui comprend tous les ministères techniques pour discuter de toutes les propositions.

«Le programme de travail agricole inclura l'idée d'une expansion durable des zones récupérées, favorisera l'autosuffisance pour les biens stratégiques et encouragera la recherche et le développement et l'échange d'informations et de systèmes d'alerte précoce», a-t-elle déclaré.

En outre, elle a déclaré que les projets qui seront convenus dans le cadre du paquet de projets nationaux d'adaptation auront un plus grand avantage et une plus grande opportunité de financement s'il s'agit de projets d'investissement ou de projets qui incluent une coopération avec le secteur privé, surtout si ces projets incluent des domaines d'intérêt pour la plupart des pays tels que l'énergie, l'eau et la protection des côtes.

Partagé par Megan Valère SOSSOU

Source :

<https://dailynewsegypt.com/2022/01/31/environment-agriculture-ministers-discuss-cop-27-preparations/>

Désinstallation du dispositif d'extraction du sable à Tohouè/Sème-Kpodji

Dans un récent [article](#) le Journal Santé Environnement a dénoncé un fait de crime environnemental sur le point d'être commis. En effet, il s'agissait d'un plan d'extraction illicite de sable blanc dans la forêt de Tohouè commune de Sème-Kpodji, dévoilé.



Cette alerte lancée et relayée par notre réseau d'activistes écologistes, par le quotidien [Daabaaru](#) et surtout les tractations de la **Plateforme Pro-Environnement**, vient aboutir heureusement alors que nos investigations remontent déjà vers les présumés auteurs, leurs réelles incitations et leur mode de fonctionnement.

Et pour cause, nous apprend notre source sur place, après qu'une délégation de l'Agence Béninoise pour l'Environnement, accompagnée d'un agent communal, des forestiers et des agents de la direction départementale du cadre de vie soit venue intervenir en faveur des populations riveraines, le dispositif d'extraction du sable a été déplacé ce vendredi 25 Février 2022.



Ce dispositif d'extraction du sable installé la veille de notre première publication est désinstallé.

Pour quel autre endroit et quel autre but ? Est ce une stratégie pour revenir en force ? Les menaces de mort et d'emprisonnement vont elles suivre ? Bien malin qui pourrait répondre à ces interrogations.



Toutefois, la veille citoyenne doit être de mise pour sauvegarder l'environnement à plus forte raison le sable, 3e ressource naturelle la plus exploitée au monde.

Megan Valère SOSSOU

1er Congrès des Réseaux Africains de Conservation des Tortues Marines au Bénin

[Nature Tropicale ONG Bénin](#) co-organise avec les réseaux spécialisés [Sea Turtle African Team – Rastoma](#), [Wastcon Africa](#) et [North Africa Sea Turtles Network - «NASTNet»](#), le Premier Congrès des Réseaux Africains de Conservation des Tortues Marines.



Un honneur pour le Bénin, d'accueillir un grand rendez-vous qui réunit les acteurs majeurs de la Société Civile Africaine qui œuvrent aux côtés des États pour la conservation des tortues marines sur le continent.

Cette rencontre historique se déroule du lundi 07 au samedi 12 Mars 2022 à l'Hôtel NOAHGARDEN à Akpakpa Cotonou au Bénin.

Pour y arriver, Nature Tropicale ONG invite à une synergie d'actions dans le combat de la sauvegarde des Tortues Marines de l'Atlantique et de la Méditerranée en Afrique.

Megan Valère SOSSOU

Opportunité: le Journal Santé Environnement recrute

Un organe de presse citoyen et indépendant émettant en ligne, recherche pour le compte de sa nouvelle rentrée médiatique 2021 – 2022, cinq jeunes aspirants / étudiants .es en journalisme en fin de formation et ayant les domaines de la santé et de l'environnement comme passion pour un stage de 06 mois avec possibilité de contrat.



Si vous êtes intéressés, veuillez adresser votre candidature contenant un CV, une lettre de motivation à l'adresse mail journalsantenvironnement@gmail.com au plus tard le 31 Mars 2022

Pour plus d'informations, contactez le +229 97 04 40 53

Conservation des tortues marines en Afrique : RASTOMA, WASTCON et NAST-Net en congrès à Cotonou

Pour mieux faire face aux menaces qui pèsent sur les tortues marines en Afrique, le Réseau des Acteurs de la Sauvegarde des Tortues Marines en Afrique Centrale (RASTOMA), le West African Sea Turtles Conservation (WASTCON), et le North Africa Sea

Turtles Network (NAST-Net), co-organisent un premier congrès sur la conservation des tortues marines en Afrique. L'évènement dirigé de main de maître par Nature Tropicale ONG, s'est ouvert ce lundi 07 Mars 2022 à Cotonou.

Venus de plusieurs pays d'Afrique, les participants sont composés des associations de la société civile, des universitaires, des médias, des populations, des partenaires techniques et financiers.



Photo de famille du 1er Congrès des Réseaux Africains de Conservation des Tortues Marines

L'évènement, co-organisé par Nature Tropicale ONG en collaboration avec les Réseaux spécialisés RASTOMA, WASTCON et NAST-Net a pour objectif de déterminer les enjeux les plus saillants en matière de conservation des tortues marines et bâtir les stratégies adéquates pour relever les défis actuels et futurs.



Allocution représentant du Maire de la ville de Cotonou

Dans son mot de bienvenue, le représentant du Maire de la ville de Cotonou à cette circonstance, monsieur Paul SEHOUWE, Conseiller Communal s'est réjoui du choix porté sur Cotonou, ville côtière pour abriter ce congrès. Tout en espérant que de belles propositions sortiront des travaux du congrès, la municipalité de Cotonou s'est engagée à jouer pleinement son rôle aux côtés de tous les acteurs pour la mise en œuvre des recommandations du congrès.



Responsables des trois réseaux (RASTOMA, WASTCON, NAST-Net)

Ravi de cette première rencontre des trois réseaux de protection des tortues marines en Afrique, Alexandre GIRARD du Réseau des Acteurs de la Sauvegarde des Tortues Marines en Afrique Centrale (RASTOMA) qui boucle 10 ans d'expériences cette année est confiant de la qualité des résultats qui

sortirons à l'issue du congrès. Il n'a pas manqué de faire part de l'importance du rôle de rapprochement que joue la protection des tortues marines en Afrique.

Tout en remerciant le challenge relevé pour l'effectivité du congrès, Tidiane DIABY du WASTCON, créé en 2020 et qui comprends six (06) pays côtiers de l'Afrique de l'ouest, a souhaité que les travaux se déroulent dans une bonne ambiance afin que toutes les actions des différents acteurs puissent réellement contribuer à la sauvegarde des tortues marines en Afrique et par ricochet dans le monde.

Pour Jamel Jrijer du NAST-Net, réseau d'expert de la protection des tortues marines en Afrique du Nord, c'est une rencontre technique qui permettra de renforcer les liens de coopérations entre acteurs de protection des tortues marines en Afrique.



Représentant du Ministre du Cadre de Vie Abdel Aziz BABAMOUSA, Directeur Général du Centre National de Gestion des Réserves de Faune (CENAGREF), représentant le Ministre du Cadre de Vie et du Développement Durable à cette occasion a rappelé dans son allocution de lancement officiel du congrès, les différentes menaces qui pèsent sur les espèces des écosystèmes marins et tout l'arsenal juridique et réglementaire mis en place au Bénin en vue de les protéger. Tout en lançant officiellement les travaux du congrès, le représentant du ministre s'est rassuré au regard de la qualité des acteurs présents que de l'atteinte des objectifs escomptés du congrès afin que la protection des tortues marines soit davantage renforcée en Afrique.

Ces différents invités de marque à cette rencontre de haut niveau ont eu le privilège de visiter la mini et riche exposition des posters des participants membres des trois réseaux coorganisateur du congrès.



Directeur Nature Tropicale ONG

Cette rencontre prévue pour durer six (06) jours sera faite d'Assemblées Générales, d'ateliers techniques, d'ateliers pratique, de table ronde, de réunion d'échange et de partage d'expérience, informe Joséa DOSSOU-BOJRENOU Directeur Exécutif de Nature Tropicale ONG, organisation hôte de cette rencontre. Une organisation qui, depuis plus de 20 ans, lutte pour la protection des tortues marines présentes dans les océans du monde.

Bien qu'elles jouent un rôle important dans le maintien de l'écosystème aquatique, les tortues marines qui peuplent les océans depuis plus de 150 millions d'années sont de nos jours menacées de disparition avec plusieurs de leurs espèces classées sur la liste rouge de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN).

Transport Durable au Bénin : la ville de Cotonou, un bon élève ?

Alors que presque toutes les principales villes du monde adoptent des modes transport durable avec à la clé de probants résultats, la capitale économique du Bénin peine à relever ce défi. A Cotonou, la majeure partie du transport routier est assurée par les légendaires « Zémidjan » et les fameux Taxi, « Tôkpa-Tôkpa ». Ils sont devenus tout aussi populaires et garantissent à presque toute la population la mobilité, malgré les risques liés à la pollution.

Samedi 25 septembre 2021. Il est 12 heures 15 minutes au bouillant carrefour Vêdoko. À cet endroit, l'atmosphère se caractérise par d'épaisses fumées opaques et nauséabondes qui

s'échappent des vrombissements des Taxis-motos, majoritaires et remarquables sur toutes les voies avec leur uniforme jaune.



Le phénomène est lié à une utilisation des motos à deux roues notamment les taxis motos appelés « Zémidjan » dont le nombre atteint des centaines de milliers pour servir de mobilité à la population. Pourtant, ce mode de transport apparu dans les années 1980-1990 est caduc et déconseillé pour atteindre l'objectif 11 du développement durable qui voudrait des villes et communautés durables.

Un mode de transport pollueur

À en croire les scientifiques, le monoxyde de carbone (CO) et le dioxyde d'azote (NO₂) donnent des taux dépassant souvent le seuil retenu par la réglementation Béninoise. Pour preuve, le carrefour du grand marché Tokpa de Cotonou présenterait les plus forts taux mesurés avec un maximum de 214,7 mg/m³ de CO.

En dehors des risques élevés de pathologies respiratoires, oculaires et oto-rhino-laryngologiques sur la santé humaine, c'est aussi le cadre de vie urbain qui est pollué.

Les environmentalistes béninois et autres grands défenseurs de la couche d'ozone ont d'ailleurs dénoncé, à maintes reprises, une pollution atmosphérique à des proportions inimaginables et proposent d'aller vers des moyens de transport verts.

Bien perceptible, la moto la plus utilisée de nos jours est celle de la marque «BAJAJ®». Selon sieur Anatole AGO, la quarantaine, c'est faute d'emploi ajouté au besoin de mobilité dans la ville que les Zémidjan affluent.



Avec plus de 15 ans d'ancienneté dans le Job de Zémidjan, sieur Anatole est conscient de l'impact de son job sur sa santé et dans son cadre de vie. Il tente impuissamment de justifier le fait. « Cette moto offre un meilleur confort et pollue moins ».

En réalité, ce mode de transport répandu dans la capitale économique du Bénin n'est nullement le meilleur en termes de transport durable, dénoncent les environnementalistes. Car justifient-ils, ce moyen de transport utilise de l'énergie issue de la combustion fossile et donc contribue à l'émission des polluants gazeux nocifs à l'environnement et à la santé.

Des alternatives qui peinent à renverser la tendance

Cependant, des alternatives émergent pour pallier le problème depuis quelques mois. Renald BALL0 est un jeune entrepreneur de la diaspora béninoise. Il est l'auteur d'une plateforme numérique de covoiturage, dénommé R-Mobility. Une plateforme dotée d'une application de mobilité partagée permettant de trouver des occasions en or de se déplacer en commun à moindre coût et de réduire son empreinte carbone.

Comme les jeunes innovateurs, le gouvernement béninois entreprend également des démarches comme le projet « Bénin Taxi » et le partenariat en cours avec le suède dans le domaine du transport de masse à travers des bus et autres moyens de transport public utilisant le biocarburant.

Il est vrai que d'après les données officielles du ministère du cadre de vie et du développement durable, il est émis chaque jour près de 83 tonnes de monoxyde de carbone dans le pays, dont 49 tonnes par les motos-taxis, mais est-ce que les citoyens sont prêts à bousculer leurs habitudes de mobilité. Bien malin qui pourra répondre à cette interrogation. Il est donc à déduire que Cotonou est l'un des mauvais élèves en termes de transport durable en Afrique.

Toujours est-il que le développement durable tant souhaité, ne saurait être une réalité que si le transport routier béninois ne présente des caractéristiques protectrices de l'environnement et de la santé humaine.

Megan Valère SOSSOU

Le Bénin a soumis sa contribution déterminée au niveau national (CDN)



Le Bénin a soumis sa contribution déterminée au niveau national (CDN) au [UN Climate Change](#).

Le [Bénin](#) prévoit de réduire ses émissions cumulées de gaz à effet de serre de 20,15% sur la période 2021-2030.

Consultez l'intégralité de la [#CDN](#) mise à jour ici : https://lnkd.in/eKVbE_T5

La CDN révisée du Bénin prend en compte plusieurs nouveaux secteurs.

□ Pour l'[#atténuation](#), elle inclut des mesures dans le secteur des déchets,

□ Pour l'[#adaptation](#), le Bénin a intégré pour la première fois des objectifs sur la santé et le tourisme.

👉 Plus d'informations sur la mise à jour de la CDN en [#Afrique](#) de l'Ouest prochainement ! Restez connectés !

[#climatechange](#) [#COP26](#) [#NDCs](#)

La communauté des communes de la vallée du Sitatunga mise sur les fonds baptismaux

Les élus communaux des communes de Abomey-Calavi, de Zè et de So-Ava s'engagent plus que jamais à œuvrer pour une gestion durable des ressources naturelles de la vallée du Sitatunga. Cet engagement motivé par CREDI ONG dans le cadre de l'initiative vallée du Sitatunga, a été entériné par une Assemblée Générale Constitutive ce mercredi 04 Août 2021.



Photo de famille

Les élus locaux des communes de Abomey Calavi, de Zè et de So-Ava ont tenu sous l'égide de l'Organisation Non Gouvernementale, Centre Régional de Recherche et d'Education pour un Développement Intégré, ce mercredi 04 Août 2021, dans la salle de conférence de la mairie de Abomey Calavi l'Assemblée Générale Constitutive de la communauté des communes de la vallée du Sitatunga. Objectif, améliorer la gestion et la gouvernance du Parc Naturel Communautaire de la Vallée du Sitatunga.

A l'ouverture des travaux de cette Assemblée Générale Constitutive, le maire de la commune de Abomey Calavi, Angelo AHOUANDJINOU a, avec un cœur débordant de joie, souhaité la bienvenue à tous les participants. Il a pour finir remercier les partenaires techniques et financiers à cette initiative de la vallée du Sitatunga fait signifier que cette étape de l'AGC est un acte mémorable au regard de sa vision.

Convaincu qu'à l'issue de l'activité la communauté des communes de la vallée du Sitatunga, disposera des outils et textes nécessaires pour sa meilleure gestion, CHABI-YAOURE Fai, représentante du Directeur du Centre National de Gestion des Réserves de Faune, a toutefois noté une continuité dans les actions. Elle a, à cette occasion, réaffirmée au nom de

son Directeur, le soutien du Centre National de Gestion des Réserves de Faune pour la suite des actions à mettre en œuvre pour la protection de la vallée.

Procédant à l'ouverture des travaux de l'Assemblée Générale Constitutive, le représentant du Préfet du département de l'Atlantique, Justin GNONLONFOUN, se réjouit au regard des activités de concertation, de renforcement de capacités entreprise précédemment par CREDI ONG, que le système de gestion de la vallée sera performant à plus d'un titre. Car, remarque t-il c'est la première intercommunalité dédiée à la gestion stricte des ressources naturelles qui se met en place au Bénin.

« Cette coopération est de toute évidence le souhait du gouvernement et de son chef, qui, à travers le ministère de la décentralisation et de la gouvernance locale, travaille à resserrer les liens entre les communes pour aborder le processus de développement de façon cohérente et harmonisée », a-t-il indiqué.

Au cours des travaux, le Directeur Exécutif de CREDI ONG a passé en revue aux participants, l'historique, les acquis, les enjeux et les perspectives de l'initiative de la vallée du Sitatunga.

Un bureau et trois commissions techniques pour une meilleure gestion de la vallée du Sitatunga



Membres élus

S'en suivra la mise en place du présidium qui a conduit l'étude des textes statutaires et l'adoption à l'unanimité des 15 délégués présents avec à la clé un bureau présidé par le maire de la commune de Abomey Calavi, Angelo AHOUANDJINO. Ce bureau est soutenu par trois commissions spécialisées et composées chacune de trois personnes élues par les délégués des différentes communes concernées.

Réunit désormais dans un creuset, ces élus locaux, élus à cette faveur de cette initiative, entendent apporter leur

contribution à la gestion durable de la vallée du Sitatunga. Pour le tout premier et nouveau président élu à la tête du bureau de la communauté des communes pour la vallée du Sitatunga, c'est la synergie d'action qui permettra d'atteindre les objectifs escomptés. Car, renchérit-il, c'est ensemble on peut sauter les montagnes.

Bernard HOUEDENOU, 2e Adjoint au maire de la commune de Zè, dit toute sa joie de voir naître une communauté pour le bien être des populations des sept arrondissements occupés par la vallée du Sitatunga au niveau de la commune de Zè.

Quant à Honoré GOHOUNGO, élu local de la commune de So-Ava et Président de la commission chargée de la Trésorerie, du Secrétariat et des affaires administratives, le respect des différents textes adoptés à cette occasion sera le socle du pari à gagner dans un an.

Pour rappel, cet Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) entre les trois communes est mis en œuvre dans le cadre du projet STGWA-600 financé par le fond d'action BIOPAMA soutenu par l'Union européenne et l'Organisation des Pays d'Afrique des Caraïbes et du pacifique. Notons que cette intercommunalité entre Abomey-Calavi, Zè et So-Ava autour du Parc Naturel de la vallée du Sitatunga est mise sur les fonds baptismaux afin de gérer au mieux les ressources naturelles de cette vallée de Sitatunga pour le bonheur des populations des communes concernées.

L'ONG Save Our Planet a organisé une Conférence-Débat

sur les enjeux liés à la conservation de la biodiversité des collines à Savalou

Dans la matinée de ce samedi 14 Août 2021, arrosée par une pluie battante et bienfaisante, l'ONG Save Our Planet a tenue une conférence débat citoyen et ouvert autour du thème, *Enjeux liés à la conservation de la biodiversité des collines de Savalou.*



Cette activité a reçu la riche contribution technique d'un spécialiste du domaine. Il s'agit du responsable de la section communale des Eaux-Forêts et chasse de Savalou, Mr Abel AHOUANDJINO.

Dans son exposé sur l'état des lieux et les enjeux liés à la conservation de la biodiversité des collines, la première autorité des Eaux- Forêts et chasse de Savalou a rappelé l'importance de la protection des ressources naturelles mais aussi la nécessité de les valoriser. Il a pour finir, appelé les participants à cet événement à accentuer la sensibilisation auprès de leurs communautés de base afin de préserver les écosystèmes des collines de Savalou.

A en croire, Megan Valère SOSSOU, Président de l'ONG Save Our Planet, c'est le début d'un long processus qui consistera à impliquer les jeunes hommes et femmes, les autochtones, les autorités locales et les cadres techniques de la foresterie de Savalou à la mise en place d'un innovant dispositif de conservation et de valorisation éco- touristique pour le développement socioéconomique et environnemental de la commune de Savalou.

Cette première des activités du projet s'est déroulée dans

un cadre de réflexion et de partage d'informations sur les stratégies à mettre en œuvre pour conserver et valoriser cette richesse écologique des collines.

Rappelons que ce projet de conservation de la biodiversité des collines de Savalou, initié par l'ONG Save Our Planet, vise ici 5 ans à disposer Savalou d'une diversité biologique qui contribue au développement local par sa durabilité et sa rentabilité.

<https://www.facebook.com/100010447998638/>

Megan Valère SOSSOU

ONG Save Our Planet

Extrême climatique : alerte risque élevé de catastrophe d'inondations au Bénin

Si la véritable saison pluvieuse n'a pas suffisamment mouillée le territoire béninois, cette petite saison sera plus marquante. Et pour cause, des quantités de pluies abondantes précipitent depuis quelques jours du nord au sud du Bénin. Ces récentes pluies donnent du fil à retordre aux populations béninoises et à ses autorités.

Dans un message d'alerte paru dans le bulletin d'alerte aux inondations valable du 03 au 09 septembre 2021, la cellule interinstitutionnelle de prévision et d'alerte du système précoce du Bénin alerte d'une situation inquiétante. Selon les informations recueillies, dans la basse vallée de l'ouémé le seuil d'alerte est rouge aux voisinages de Zangnanado et Bonou et Adjohoun. Dans le bassin du Niger le seuil d'alerte est rouge aux voisinages de Malanville et Karimama.



Ainsi, pour les trois (03) prochains jours, il est prévu une hausse du niveau d'eau dans la basse vallée de l'ouémé et une hausse du niveau d'eau dans le bassin du Niger.

Un système humain exposé et vulnérable

A en croire le message d'alerte, ce niveau d'alerte demeurera rouge dans le bassin du Niger aux voisinages de Malanville et Karimama. Il l'est également dans la basse vallée de l'ouémé aux voisinages de Zangnanado, Bonou et Adjohoun. Conséquences : plus de neuf cents mille personnes sont potentiellement exposées, sans oublier les habitations, les champs agricoles et les pistes.

NB : Les niveaux d'eau relevés ce jour 03 septembre 2021, sur le fleuve ouémé 971 cm à Zangnanado, 817 cm à Bonou et 485 à Adjohoun et sur le fleuve Niger 858 cm à Malanville.